

POUR RÉCLAMER LA GÉNÉRALISATION DE TAMAZIGHT  
À TOUS LES ÉTABLISSEMENTS

Imposant rassemblement devant le siège  
de l'éducation de Béjaïa

*Plusieurs centaines de personnes ont battu le pavé hier, à Béjaïa, pour exiger la généralisation de l'enseignement de la langue tamazight dans tous les cycles et à travers l'ensemble des établissements scolaires.*

Initiée par un collectif d'enseignants, d'étudiants et d'enseignants de tamazight, dénommée «Mouvement tamazight à l'école», la manifestation de rue qui s'est ébranlée de la Maison de la culture vers la Direction de l'éducation a connu un franc succès.

Des militants de la cause amazi-

ghe , des enseignants, des étudiants, des syndicalistes, des travailleurs et de simple citoyens lambda se sont mobilisés pour réclamer «la généralisation pédagogique et géographique de l'enseignement de tamazight à l'école, partout et pour tous, du pré-scolaire à l'université».

En marge de l'imposant rassem-

blement observé devant le siège de la direction de l'éducation, les initiateurs de la manifestation ont insisté sur «l'urgence d' une dotation spécifique et conséquente en postes budgétaires». Le collectif des enseignants de tamazight note que «la récente ouverture de 15 postes budgétaires ne sont en réalité que des promotions, donc des postes existants déjà».

Entre autres revendications des initiateurs de la marche «un volume horaire de 3 heures par semaine pour

tamazight et un coefficient 3 au lieu de 2». Un enseignant protestataire a fustigé le «discours négatif développé par des directeurs d'établissements et quelques responsables de la Direction de l'éducation au sujet de la demande sociale de l'apprentissage de tamazight en déphasage avec la réalité».

A Béjaïa, le déficit en nombre d'enseignants de tamazight est estimé à 225 enseignants, selon un inspecteur de tamazight. «La généralisation de tamazight à l'école, dans la

wilaya de Béjaïa nécessite le recrutement de 872 enseignants. La tutelle doit régler le problème de la logistique et le manque d'infrastructures qui se répercutent négativement sur l'enseignement de tamazight», regrette-t-on.

Il convient enfin de noter qu'une délégation dudit collectif a été reçue par les responsables de la Direction de l'éducation qui se sont engagés à transmettre leurs doléances au ministère de tutelle .

A. Kersani

BOUIRA

Étudiants et enseignants marchent pour tamazight

*Plusieurs centaines d'étudiants de l'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira, auxquels se sont joints plusieurs enseignants de tamazight exerçant au niveau des établissements de la wilaya de Bouira, ont organisé hier une marche pacifique pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme un quota humiliant ces 209 postes octroyés à tamazight sur les 19 000 postes ouverts pour toutes les matières à l'échelle nationale, soit un taux d'à peine 1%.*

Aussi, et à l'instar de leurs homologues de Béjaïa qui sont également lésés avec seulement 15 postes pour l'enseignement de tamazight au niveau de leur wilaya, des centaines de marcheurs ont battu le pavé ce

mardi pour dénoncer haut et fort le maigre quota qui est revenu à la wilaya de Bouira avec 14 postes actuellement et un poste l'année der-

nière. Alors que le département de langue et culture amazighes fonctionne depuis sept ans et a formé des centaines de licenciés dans le domaine. Pourtant, la demande sociale est plus qu'évidente dans une wilaya de 800 000 habitants où près de la moitié de la population parle le tamazight et vit au quotidien avec cette langue maternelle et plusieurs fois millénaire.

Pour toutes ces raisons, les centaines d'étudiants qui sont sortis ce mardi n'ont cessé d'entonner à gorge déployée certains slogans chers au

mouvement des Arouch, tels que ; «Pouvoir Assassin», «Y'en a marre de ce pouvoir» et autres «Ma Ulac tamazight, Ulac, Ulac, Ulac, Ulac (Sans tamazight, il n'y aura rien, rien, rien )» ; mais aussi, «Assa, Azekka, tamazight, tella, tella» ; (Aujourd'hui, demain, tamazight existera) ; «tamazight officielle» et «tamazight obligatoire».

Sur les banderoles déployées, on pouvait lire dans les trois langues : «Non au facultatif» ; «Révision de la Constitution sans officialisation, c'est

l'Algérie sans identité» ; «Tamazight, nationale et officielle» ; «Même tamazight est une langue nationale Monsieur le directeur». Des slogans, on ne peut plus clairs, qui parlent d'eux-mêmes et expliquent le pourquoi de cette marche qui s'est ébranlée depuis le campus universitaire en allant vers le siège de la Wilaya pour se poursuivre jusqu'au siège de la Direction de l'éducation où une déclaration est lue sur place. Une déclaration dans laquelle sont résumés les quatre points de revendications que sont l'officialisation de la langue amazighe, l'abolition du caractère facultatif de l'enseignement de tamazight, la généralisation et l'obligation de l'enseignement de tamazight dans tous les paliers de l'éducation ; avec dans un premier temps, au niveau de son environnement immédiat, et enfin, la fin du déni identitaire dont l'élément amazighe est victime.

La marche, qui a débuté à 10 heures sous bonne escorte policière, s'est achevée vers midi dans le calme. Le cri de ces centaines de jeunes, sera-t-il entendu ?

Y. Y.

AÏN DEFLA

La réalisation de la ferme aquacole  
de Djelida accuse du retard

*Lundi, au milieu de la matinée, le wali en compagnie du secrétaire général du ministère de la Pêche et du P/APW se sont déplacés sur le site de construction de la ferme aquacole, implantée à l'est de la ville de Djelida, à proximité de la digue du barrage de Harraza.*

Il faut rappeler que le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques avait posé la première pierre de cette structure, la veille du 1<sup>er</sup> novembre dernier. Lors de cette cérémonie, le ministre s'était déjà rendu compte que le projet souffrait déjà de retards, dus, selon le chef de l'entreprise qui avait obtenu le marché, à l'absence de plans qui auraient dû être élaborés par les services de la Direction de la pêche de la wilaya, et que c'est l'entreprise elle-même qui avait pris sur elle d'établir les plans. Il s'agit d'une structure qui s'étale sur 21 hectares dont l'autorisation de programme avait été fixée à 21 milliards de centimes.

Le représentant du ministre Sid-Ahmed Ferroukhi s'est rendu compte lundi dernier que le projet qui devait être mis en service fin mai, selon les délais contractuels, n'est pas encore tout à fait prêt même si beaucoup avait été fait. Selon les explications d'un responsable, il reste le piquage dans le barra-

ge pour la mise en eau des 9 bassins achevés et la réalisation de l'amenée elle-même conditionnée à l'aval du CTH (Contrôle technique de l'hydraulique). Il reste aussi, l'installation des équipements pour l'alimentation en énergie électrique avec la connexion au réseau. De plus, le CTC (Contrôle technique de construction) n'a donné son aval que pour un seul des trois blocs à réaliser. En conséquence, la mise en service, malgré le pronostic de l'envoyé du ministre, paraît revêtir la forme d'une gageure.

Pourtant, selon l'échange qui a eu lieu entre le représentant du ministre, le Directeur de wilaya du secteur de la pêche, le wali a affirmé que lors d'une réunion qui avait regroupé les parties impliquées dans ce projet, toutes les contraintes avaient été levées.

Le représentant du ministre qui a évoqué la mission de cette structure, à savoir la production intensive d'alevins pour l'ensemencement de la multitude

des plans d'eau de la wilaya de Aïn Defla et d'autres régions, des alevins des différentes variétés, du sandre, du tilapia et de l'anguille.

Par ailleurs, avant d'inspecter le chantier de la ferme aquacole, la délégation officielle a eu à inspecter en début de matinée le chantier de construction de la nouvelle Direction de la pêche. Là aussi, l'ordre de service a été notifié à l'entreprise le 14 novembre dernier, à la date du 4 mai, l'avancée des travaux n'est que de l'ordre de 20%. Face à ce retard, le wali a ordonné que soit notifiée à l'entreprise une première mise en demeure, malgré les justifications non convaincantes du chef d'entreprise et du directeur de wilaya de la pêche.

A une question sur le cours du marché du poisson, avec la vulgaire sardine qui a atteint les 600 DA le kg, d'une part et les poissons d'eau douce tels que la carpe qui sont boudés par le consommateur algérien, le représentant du ministre a eu cette réponse «au consommateur d'être initié à cuisiner et à apprécier ces poissons...» Certes la crevette, l'espadon et le thon rouge entre autres ne sont pas à la portée de toutes les bourses.

Karim O.

TIBERKANINE

Découverte d'un homme pendu à un arbre

Lundi, en début de matinée, le corps d'un homme a été découvert par des passants, pendu par le cou à un arbre au lieu-dit Bocca El Hadjadj, dans la commune de Tiberkanine dans la daïra d'El Attaf.

Dès que l'information a été diffusée, les services de la gendarmerie et de la justice se sont déplacés sur les lieux. Après que le constat d'usage eut été dressé, le corps du défunt a été évacué à la morgue de l'Hôpital Sidi Bouabida d'El Attaf.

Le défunt était âgé de 43 ans, marié et père de 2 enfants. Si, selon les premières constatations, tout porte à croire que l'homme qui résidait dans la commune d'El Attaf a mis fin à ses jours, néanmoins une enquête a été

ordonnée par le procureur de la République pour déterminer les causes qui ont prévalu à cette fin dramatique. Toutefois, selon des sources locales, l'homme souffrait de déficience mentale. On notera que durant l'année 2014, les hommes de la Protection civile ont intervenu dans des cas similaires et pu sauver 16 personnes, dont 13 sont malheureusement décédées.

Durant l'année en cours, il s'agit de 7 cas de suicide, et grâce à la célérité des services de sauvetage de la Protection civile, 5 des 7 personnes qui ont tenté de mettre fin à leurs jours ont pu être sauvées, les deux autres ayant trépassé.

K. O.

L'ARMÉE ÉTAIT SUR  
LE QUI-VIVE PENDANT  
DEUX JOURS

L'ex-ministre  
Yamina Benguigui  
se recueille sur la  
tombe de son père  
à Ath Laâziz

Avant-hier, alors que personne n'était tenu au courant, la commune d'Ath Laâziz a vécu un événement des plus inédits : l'ex-ministre de la Francophonie sous le gouvernement Ayrault II, Yamina Benguigui, née Yamina Zora Belaïdi, était là pour se recueillir sur la tombe de son père, décédé il y a un peu plus de deux mois en France et enterré dans son village natal dans la commune Ath Laâziz, à 10 kilomètres au nord-ouest de Bouira dans la discrétion la plus totale.

L'hôte de la commune des Ath Laâziz et de la wilaya de Bouira a été accueillie sur place par ses cousins, les Belaïdi, le maire de la commune ainsi que le wali de Bouira qui, lui aussi s'est déplacé dans la discrétion totale sans que les journalistes et les correspondants de presse ne soient tenus au courant.

Cela étant, et d'après nos informations, c'est l'ex-ministre elle-même qui a tenu à faire ce «pèlerinage» en toute discrétion. Elle a voulu se recueillir sur la tombe de son défunt père, parti en France dans les années 1940 mais qui a tenu à ce qu'il soit enterré dans son pays natal.

Cela étant, rappelons que pour préparer le terrain à cet hôte un peu particulier, l'armée s'était déployée en force dans la commune en bouclant tout le périmètre avant et pendant cet événement.

Notons enfin, que M<sup>me</sup> Benguigui qui est également réalisatrice, devait rencontrer la ministre de la Culture lors de son séjour en Algérie.

Y. Y.